

# / Les nouvelles frontières de l'eau

Parmi les 17 ODD adoptés par l'ONU à New York, le n° 6 concerne spécifiquement l'eau et l'assainissement. Alors que tous les partenaires se remobilisent en vue d'atteindre ce nouvel objectif, Bruno Valfrey (Hydroconseil) esquisse ici les « nouvelles frontières de l'eau » en milieu urbain dans les pays en développement et les pays émergents.

**L'**ODD 6 sur l'eau et l'assainissement est indéniablement ambitieux : la communauté internationale a 15 ans pour assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et pour mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau. D'après les derniers chiffres publiés par le Joint Monitoring Program (JMP), qui mesure l'accès aux services d'eau et d'assainissement depuis 25 ans, des progrès considérables ont été accomplis, puisqu'entre 1990 et 2015, 2,6 milliards de personnes ont vu leur accès à l'eau potable s'améliorer. La situation est

nettement moins encourageante pour l'assainissement puisque, malgré les progrès accomplis, il reste encore 2,4 milliards de personnes sans assainissement adéquat.

## UN OBJECTIF AMBITIEUX POUR UNE SITUATION CONTRASTÉE

Les progrès les plus importants ont été réalisés en milieu urbain, puisqu'on estime aujourd'hui que 96 % des urbains ont accès à l'eau potable (contre 84 % en milieu rural). Mais ces chiffres globaux cachent de grandes disparités. Au niveau régional tout d'abord : l'Afrique sub-saharienne,

l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-est sont très en retard – en Afrique subsaharienne, la proportion d'urbains disposant de branchements individuels a même diminué par rapport à 1990. En termes de niveau de service : dans les trois régions citées, seulement un urbain sur deux (Asie) voire un urbain sur trois (Afrique) dispose d'un branchement domiciliaire ; dans beaucoup de villes du Sud, le service est par ailleurs très loin d'être continu. À l'intérieur de la ville enfin : si les réseaux desservent le centre-ville, il reste encore d'immenses franges urbaines informelles ou périphériques



Transport d'eau à Ouagadougou

qui sont laissées pour compte du service public d'eau « moderne ».

Les défis à relever pour atteindre la frontière de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement en milieu urbain sont nombreux et complexes. S'il ne fallait retenir que quatre « nouvelles frontières de l'eau » dans les quinze ans à venir :

*Les franges urbaines.* Dans les grandes villes du Sud, de nombreux quartiers – bidonvilles, franges urbaines informelles, etc. – n'ont pas accès au service public formel (celui fourni par la compagnie d'eau et d'assainissement).

Cela ne signifie pas que les habitants de ces quartiers n'ont accès à aucun service : depuis vingt ans, on assiste à l'explosion d'une offre privée informelle qui englobe des porteurs d'eau, des gestionnaires de kiosques voire même des micro-entreprises proposant un service *via* des mini-réseaux de distribution avec branchements privés. De nombreux projets innovants et très prometteurs ont déjà été testés à Ouagadougou, à Maputo, à Alger, etc. L'enjeu est de profiter de ce dynamisme et de cet investissement en introduisant une dose de régulation, sans brider une offre de service qui est souvent la seule à laquelle les habitants de ces quartiers ont accès.

*L'assainissement.* Le développement du service de l'eau a un effet pervers : celui d'augmenter les consommations et donc les rejets d'eaux usées. L'assainissement collectif est embryonnaire dans la plupart des villes du Sud et l'essentiel du service est constitué par des dispositifs

autonomes plus ou moins connectés à un service de vidange par camion. En attendant d'atteindre l'objectif très lointain d'offrir à tous les usagers urbains un assainissement collectif, l'enjeu est donc d'organiser la filière de vidange et d'inciter les collectivités locales à investir dans les infrastructures de traitement. La problématique de l'assainissement ne se limite par ailleurs pas aux seules eaux usées domestiques ; la conjonction des trois facteurs que sont la densité, l'urbanisation et le dérèglement climatique entraîne aussi la nécessité de mieux gérer les eaux pluviales dont les conséquences (inondations fréquentes et massives) sont de plus en plus dramatiques.

*La gouvernance.* Les compagnies d'eau et d'assainissement qui assurent le service « formel » dans les grandes villes du Sud sont souvent publiques. Mal protégées des interférences politiques, minées par des problèmes de gouvernance (et notamment la corruption), elles ont beaucoup de difficultés à imposer une grille tarifaire qui leur permettrait de recouvrer les coûts d'exploitation du service et d'investir à un niveau suffisant pour apporter le service dans des zones où le taux de croissance démographique frôle les deux chiffres. Heureusement, il existe des *success stories* comme l'ONEA au Burkina Faso ou la Régie des eaux de Phnom Penh au Cambodge. Mais pour l'immense majorité des grandes villes du Sud, les efforts consentis en termes d'investissement risquent de faire long feu si les problèmes de gouvernance ne sont pas résolus.

*La gestion intégrée.* Eau propre, eau sale, eau partagée : le milieu urbain n'échappe pas à l'enjeu de mettre en place une gestion intégrée des ressources. Au-delà des cas extrêmes comme celui de Dhaka au Bangladesh où la surexploitation des eaux souterraines provoque régulièrement des effondrements de terrain, il s'agit avant tout de protéger des ressources menacées par la densité de population et le caractère polluant de beaucoup d'activités économiques propres au milieu urbain. De manière générale, il s'agit de mieux gérer le « petit cycle de l'eau » à l'échelle de la ville, en limitant les gaspillages et en développant des solutions innovantes pour réutiliser les eaux usées.

#### LA DURABILITÉ DES SERVICES URBAINS AU PREMIER PLAN

La mise en place de l'ODD n° 6 représente un challenge stimulant pour les acteurs de l'eau et de l'assainissement, tout particulièrement en milieu urbain. Espérons tout d'abord que l'ODD déclenche les investissements nécessaires pour combler le retard dans les régions du monde les plus défavorisées et en premier lieu l'Afrique sub-saharienne. Gageons aussi que ce nouvel horizon incite les pouvoirs publics et les acteurs privés et non gouvernementaux à redoubler d'imagination pour dépasser les limites des modèles actuels, améliorer la gouvernance et mettre en place une vision plus globale de la gestion de l'eau dans la ville. L'enjeu n'est pas seulement d'investir dans de nouvelles infrastructures : il s'agit aussi de transformer ces financements en services durables. / Bruno Valfrey